

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Histoire (France) > Histoire & mémoire > La France en Algérie (1945-1962) > **Le 17 octobre 1961 : massacre des Algériens à Paris**

DEVOIR DE MÉMOIRE

Le 17 octobre 1961 : massacre des Algériens à Paris

vendredi 18 octobre 2013, par [HARROLD Ross](#) (Date de rédaction antérieure : 17 octobre 2013).

Sommaire

- [Déchaînement de violence](#)
- [Pourquoi l'oubli ?](#)



Crédit Photo : Elie Kagan

Il y a 52 ans, à quelques mois de la fin de la guerre d'Algérie, des dizaines d'Algériens — peut-être jusqu'à 200 — furent tués par la police française alors qu'ils manifestaient pacifiquement à Paris contre le couvre-feu raciste qui leur était imposé depuis le 5 octobre. Jamais dans l'histoire contemporaine de l'Europe occidentale une manifestation de rue n'a provoqué une répression d'État aussi violente.

Pourtant pendant des années, cette journée a été presque totalement occultée de la mémoire collective. Aujourd'hui, au moment où un Front national de plus en plus menaçant mais aussi une partie de la droite voudraient imposer leur vision colonialiste et raciste de l'histoire, un devoir de mémoire s'impose.

Le soir du 17 octobre, à l'appel du FLN, 30 000 Algériens se dirigeaient pacifiquement vers différents points de rassemblement à Paris mais le gouvernement était décidé à ne pas les laisser « parader » dans Paris. Aux sorties de métro, la police procéda à des arrestations massives. Au total, plus de 12 000 personnes furent arrêtées. Des milliers d'Algériens furent jetés dans des bus, emmenés dans des stades ou entassés dans des commissariats. Ils seront violemment matraqués, tabassés, torturés et certains finiront par être jetés à la Seine. On repêchera des dizaines de cadavres. À d'autres endroits, la police tira sur la foule, tuant des dizaines de manifestants.

Déchaînement de violence

Au cœur des responsabilités se trouve le préfet de police de Paris, Maurice Papon. Malgré sa collaboration active avec les Nazis, il échappe à l'épuration en 1945. Dans les années 1950, il

occupera des postes importants, y compris en Algérie, et deviendra un fervent partisan de l'Algérie française.

L'immense majorité des policiers qui avaient appliqué la politique de Vichy étaient également toujours en poste sous ses ordres en 1961. Quant aux brutalités du 17 octobre, ce n'étaient pas des « bavures » mais une politique délibérée. Après la mort de plusieurs policiers sous les balles du FLN, Papon avait annoncé la couleur : « *pour un coup donné, nous en porterons dix* ».

Cependant, Papon n'a pas agi tout seul. Le Premier ministre Michel Debré et le ministre de l'Intérieur Roger Frey pensaient aussi que, par la répression, ils pouvaient encore sauver l'Algérie française. En septembre et octobre, elle fut féroce, avec un total de morts algériens estimé à 350. De Gaulle avait fini par considérer l'indépendance de l'Algérie comme inévitable. Mais on peut imaginer que, de manière parfaitement cynique, il n'était pas opposé non plus à une démonstration de force susceptible à ses yeux de mettre la pression sur le FLN lors des négociations.

Pourquoi l'oubli ?

Les grands journaux reprirent la version officielle de « deux morts ». La télévision - une seule chaîne à l'époque, totalement contrôlée par l'État - ne montra que quelques images de « terroristes » arrêtés ou de fauteurs de troubles expulsés en Algérie. Les rares tentatives de révéler la vérité (livre et film) furent tout simplement censurées. Ce ne sera que beaucoup plus tard, surtout en 1991 avec le livre pionnier et passionnant de Jean-Luc Einaudi [1] que l'étendue du massacre apparaîtra au grand jour.

Cependant, les partis de gauche ne sont pas sans leur part de responsabilité dans « l'oubli ». En premier lieu, le PS qui n'avait aucun intérêt à revenir sur une période où son ancêtre, la SFIO, avait mené une politique colonialiste honteuse. Pour le PC, après avoir voté les « pouvoirs spéciaux » au gouvernement PS, il a dénoncé les horreurs de la guerre et a appelé à « la paix » mais sans jamais revendiquer le droit à l'indépendance. Du coup, il lui était difficile de se mettre du côté du FLN contre la politique impérialiste du gouvernement français. La mémoire que le PC a fait vivre pendant des années a été celle des 9 morts du métro Charonne en 1962, des Français membres du PC qui manifestaient pour la paix et non celle du 17 octobre.

À l'époque, des militants d'extrême gauche s'opposèrent de manière intransigeante à la politique colonialiste de leur propre gouvernement. Aujourd'hui, plus que jamais, notre devoir de mémoire est de mieux faire connaître cette histoire et de refaire vivre cet internationalisme, en s'opposant à toutes les guerres impérialistes françaises et en revendiquant le droit d'installation en France de tous ceux qui fuient la misère créée par la politique meurtrière de notre gouvernement.

Ross Harrold

P.-S.

* Publié dans : Hebdo L'Anticapitaliste - 213 (17/10/2013).

Notes

[1] La Bataille de Paris, Points, 7,60 euros.